

Nouvelle manifestation : Vivre en vallée est exaspérée



Les banderoles en disaient long en peu de mots./Photo DDM, C. T

La circulation routière a été perturbée en fin d'après-midi vendredi sur la RN 125, dans la traversée de village à Saint-Béat. Ce jour-là, l'association citoyenne Vivre en Vallée de Saint-Béat (VVSB) avait appelé à manifester une nouvelle fois. Ils étaient un peu moins nombreux que le 15 avril, 200 selon les porte-parole de VVSB, entre 100 et 120 selon les services de l'ordre. Tous venus protester contre «le manque de considération de la part de certains services administratifs..., le fait d'être traités comme des citoyens de seconde zone...», comme c'était inscrit dans le tract distribué ce vendredi.

Le ton de la colère n'a donc pas baissé du côté des manifestants rejoints par des élus de la vallée, avec ou sans l'écharpe tricolore. «Le moins qu'on puisse dire c'est que nous ne sommes pas vraiment aidés. Il y a un réel manque de communication de la part de l'État, la Région et le Département. Notre seul vrai interlocuteur, c'est notre conseiller départemental Patrice Rival», regrette Francis Dejuan. «Nous ne sommes pas que des élus mais également des citoyens», s'accordent à dire les maires de Chaum et Burgalays. «Qui ne tente rien n'a rien, il faut être présent», renchérit François Talazac, le doyen des maires de la vallée.

«Si les travaux de la déviation ne portaient que sur 3 à 4 mois se serait différent. Mais là, les délais sont trop longs», ajoute Alain Frisoni, le maire de Saint-Béat.

Stop à la déviation

Ainsi, pendant près de 3 heures, les manifestants ont affiché leur ras-le-bol face à l'inertie, pour dire «stop à la déviation par le Pont Neuf», «non à la fermeture de la SEGPA» une section d'enseignement spécialisée, «à quand les travaux sur la Garonne et à quand l'égalité de traitement notamment pour les campings ?». Depuis les inondations des menaces pèsent sur les lieux d'accueil. «Pour les campings, on sait qu'en France la plupart sont en zones inondables ; alors il faudrait tous les fermer ?» D'autres constats sont faits. «Et non ! Ces gosses ne sont pas comme les autres», défend haut et fort et pour la énième fois Dominique Boutonnet, l'enseignant de la SEGPA. Ou encore : «Zéro ! Rien de nouveau pour la Garonne et rien n'est décidé pour le tunnel. Comment peut-on accepter sur un même territoire d'être traité différemment ?», indique-t-il, déterminé comme les autres à défendre ce en quoi il croit. Un nouveau rassemblement est envisagé.